

Affaires courantes

par **Didier**
MALEMPRÉ

Bon, nous sommes en affaires courantes, enfin, le gouvernement, pas (encore) nous. Je veux dire par là que, parfois, je suis inquiet pour ceux qui nous gouvernent. Ils calculent, comptabilisent, recalculent, économisent, parient, rencontrent des experts... Tout cela pour quand même en arriver à un déficit de 7,7 milliards d'euros cette année, soit 1,7 % du PIB. Entre les discours de ceux qui se croient les plus beaux (Charles, attends...), entre les déclarations lénifiantes et la réalité du terrain, cela fait toujours sourire de voir que, au final, on est toujours aussi loin des réalités. Car, évoquer ce fameux tax-shift comme le fait notre gouvernement n'a toujours rien résolu au sein de nos chaumières. Dont une centaine de

milliers de familles attendent toujours qu'on leur paie les allocations familiales. Voilà qui est tout aussi rassurant : dès qu'une compétence fédérale est transmise au régional, cela ne fonctionne pas. Imaginez lorsqu'il s'agira de devenir compétent en matière de pensions ou de sécurité sociale.

Tiens, cela me donne envie de me mettre aussi en affaires courantes : je ne vais plus prendre aucune initiative au bureau, ne plus rien proposer à mon chef de service comme idée de reportage, ne plus aller au-delà des horaires prévus, ne plus songer à aucune perspective rédactionnelle. Et, de cette façon, on fera des économies. Comme le gouvernement.